Document generated on 04/16/2024 7:04 p.m.

Cahiers de géographie du Québec

La colonisation agricole au Viêt Nam

Steve Déry

Volume 45, Number 124, 2001

URI: https://id.erudit.org/iderudit/022947ar
DOI: https://doi.org/10.7202/022947ar

See table of contents

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)
1708-8968 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Déry, S. (2001). La colonisation agricole au Viêt Nam. *Cahiers de géographie du Québec*, *45*(124), 101–116. https://doi.org/10.7202/022947ar

Tous droits réservés © Cahiers de géographie du Québec, 2001

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

La colonisation agricole au Viêt Nam : la trame de l'histoire et le cœur de sa géographie[1]

Steve Déry
Laboratoire Dynamiques Rurales, Maison de la recherche
Université Toulouse II - Le Mirail
lynxnarud@excite.com

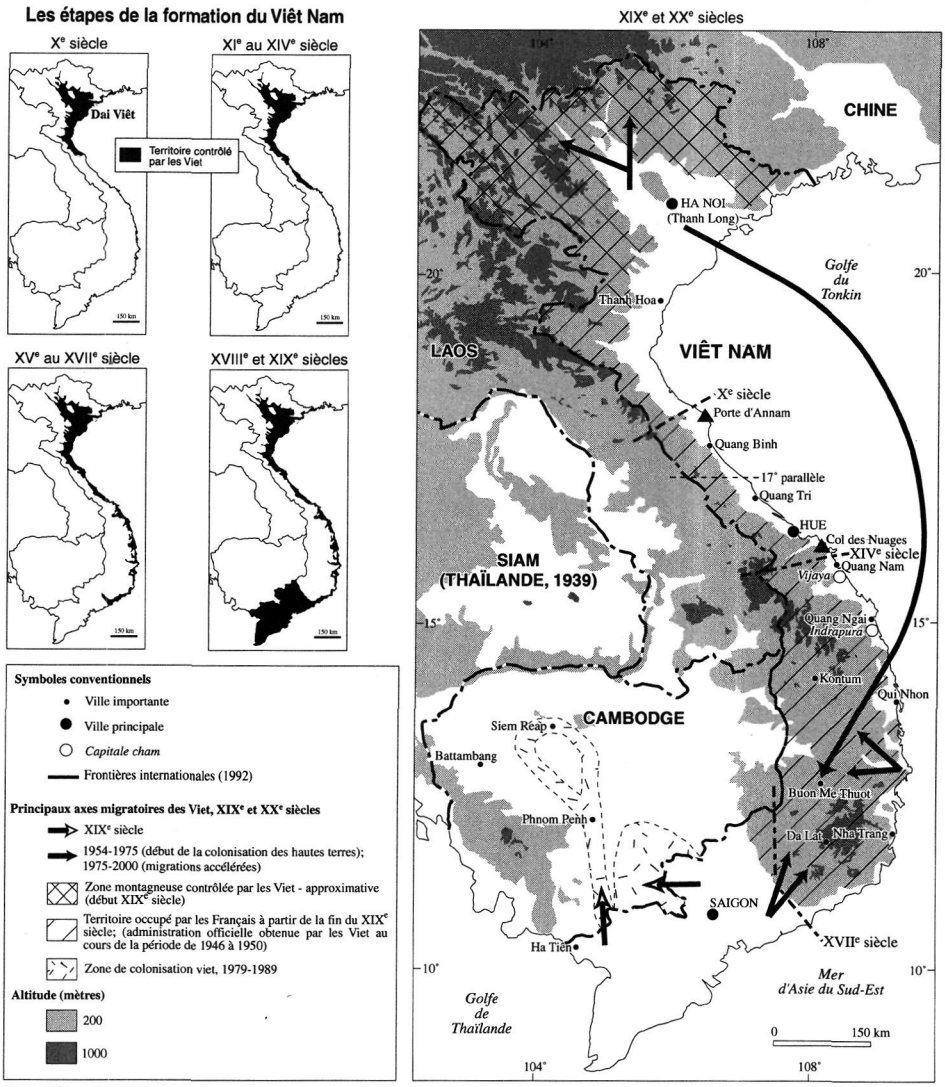
> *Vietnam [...] had never existed as such prior to 21 July 1954. The borders had been established by the French and there were large areas within them that historically had never known Vietnamese rule. This was true of much of the central highlands, the southern portion of the mountain range.*
>
> Hickey, 1982b : xiii

Au Viêt Nam, l'histoire du pays passe par celle de la colonisation agricole. Celle-ci fait partie de la chronologie vietnamienne comme la conquête du Far West meuble la mémoire étasunienne. En fait, le territoire actuel du pays est l'héritier direct des mouvements migratoires de l'ethnie viet (ou kinh) qui se sont déroulés par étapes depuis plus d'un millénaire.

Déjà en action bien avant l'indépendance soutirée à la Chine en 939, la colonisation agricole a été vivement encouragée, et même forcée, du XI^e^ au XVIII^e^ siècle, tout au long de ce qui a été appelé la Nam Tien, littéralement la « marche vers le Sud » . Celle-ci reposait alors surtout sur l'avance de paysans-soldats, une technique d'inspiration chinoise, mais aussi utilisée ailleurs tant en Occident qu'en Orient (Le Thanh Khoi, 1981; Nguyen Khac Vien, 1987; De Koninck, 1996). Ce mouvement migratoire originant du delta du fleuve Rouge constitue l'axe central initial de la formation territoriale du Viêt Nam moderne. Il a cependant trouvé son terme dans le delta du Mékong bien avant l'arrivée des Français au milieu du XIX^e^ siècle et n'a concerné que les basses terres (figure 1). Cette propension pionnière des Viet, irrésistible (De Koninck, 1994 : 44), a contribué à consolider et à uniformiser le peuplement des plaines situées entre les fleuves Rouge et Mékong, le long de la côte.

Du milieu du XIX^e^ siècle jusqu'au milieu du XX^e^ siècle, la colonisation agricole est demeurée : elle a été relancée dans le delta du Mékong (Gourou, 1964 : 330; De Koninck, 1994 : 282) et réorientée, timidement il est vrai, vers les Plateaux centraux par les colonisateurs français (Henry, 1932). Après le départ de ces derniers en 1954, des bouleversements politiques et économiques ont secoué le pays jusqu'en 1975 et ont contribué à redéfinir la carte politique de la région, en particulier par le biais d'entreprises de colonisation agricole (Condominas, 1971; Hickey, 1982b; Déry, 2000; Hardy, 2000).

Figure 1 La formation territoriale du Viêt Nam, 983-2000



Note 1: Les flèches indiquent les axes de pénétration des migrants, pas leur provenance. Pour plus de précisions concernant l'origine des migrants, se référer à Vu Tu Lap et Taillard (1997) ou à De Koninck *et al.* (1996).

Note 2: Sur cette figure, la ligne du 200 mètres d'altitude est celle qui a servi de limite occidentale pour illustrer la progression territoriale du Viêt Nam. Les auteurs ne s'accordent pas pour établir un seuil, celui-ci variant entre 25 m et 200 m; en fait, aucune étude spécifique de cette question n'a été portée à ma connaissance. La limite du 200 mètres doit donc être considérée comme une limite maximale possible. Il est fort probable, cependant, que pour la plus grande partie du territoire ce seuil ait été de moins de 100 mètres. La limite indiquée sur la carte publiée dans le volume «Asie du Sud-Est, Océanie» de la *Géographie universelle* (Brunet, 1995, p. 196), demeure trop imprécise et probablement trop large.

Sources : Gourou (1964, p. 317); Le Thanh Khoi (1981); De Koninck (1994, p. 43); Régaud (1992).

Conception : Steve Déry, 1999. Infographie : Ludovic Guerpillon, 1999 et Steve Déry, 2001

Depuis 1975, cette colonisation agricole est toujours au centre, sinon de l'actualité, du moins de l'histoire et de la géographie du Vietnam. Si elle a permis la formation initiale du territoire au cours de la Nam Tien et l'amorce de la « conquête » des Plateaux centraux au cours des périodes de colonisation et de décolonisation, depuis 25 ans, elle est au cœur des programmes de développement national mis sur pied par le pays. Elle a ainsi contribué à la consolidation du pouvoir politique vietnamien sur l'ensemble du territoire national.

Cette question apparaît doublement importante à l'heure actuelle. D'une part, le pays se trouve dans un contexte particulier : à savoir 1) que le milieu naturel, en particulier les forêts (voir De Koninck, 1997), est considérablement fragilisé[2], et 2) que la pression démographique ne cesse de s'accentuer sans que les modes de production ne changent vraiment – la population totale se chiffrait à 76 millions d'habitants en octobre 1999 (GSO, 1999), soit quelque 230 habitants au kilomètre carré. D'autre part, les ressources foncières sont sollicitées de façon accrue par différents agents plus nombreux et articulés dans un maillage de plus en plus complexe.

Cet article se veut donc une modeste contribution à la compréhension du phénomène de la colonisation agricole. Plus spécifiquement, il vise à examiner l'hypothèse selon laquelle la colonisation agricole viet a contribué, surtout depuis 1975, à la consolidation parallèle – on pourrait même dire concomitante – d'un État moderne s'inscrivant ainsi au cœur de la géographie actuelle du pays. La province de Lam Dong, située sur les Plateaux centraux, est particulièrement appropriée pour l'étude de ce phénomène. Non seulement la colonisation agricole a été au centre des transformations territoriales qui ont littéralement bouleversé toute la géographie de cette région au cours du dernier demi-siècle, mais cette province représente presque un microcosme des enjeux nationaux actuels que sont l'autosuffisance alimentaire, le développement de l'agriculture commerciale, les relations interethniques, la dégradation environnementale et le développement des infrastructures.

Dans un premier temps, j'évoquerai le contexte historique de la colonisation agricole au Viêt Nam en soulignant brièvement les principales étapes jusqu'à 1975. Je décrirai ensuite les principaux aspects de ce processus depuis 1975 en observant avec plus de précision le cas de la province de Lam Dong; enfin, il s'agira de dégager quelques pistes permettant d'améliorer la compréhension du phénomène de la colonisation agricole au Viêt Nam.

LA TRAME DE L'HISTOIRE

Selon Le Thanh Khoi (1981 : 163), la Nam Tien représente la trame de l'histoire des Viet. À mon avis, plus que la seule marche vers le sud, la colonisation agricole constitue une trame de l'histoire du Viêt Nam : une trame beaucoup plus englobante, plus large, plus universelle.

LA NAM TIEN OU LA « MARCHE VERS LE SUD »

Dès avant l'indépendance arrachée aux Chinois en 939, de pair avec les militaires, les condamnés politiques ou de droit commun et des miséreux venant de Chine, « les éléments déclassés vietnamiens [et] des paysans ruinés » étaient recrutés pour défricher et exploiter des terres sous la direction d'officiers ou de fonctionnaires (Nguyen Khac Vien, 1987 : 29). Après l'indépendance, les souverains vietnamiens se sont appliqués à consolider la structure de l'État et dès la dynastie des Ly (1010-1225), des colonies militaires (don dien) ont été créées, destinées à encourager l'agriculture et les défrichements (Le Thanh Khoi, 1981 : 138). Cette politique s'est poursuivie presque sans interruption jusqu'au milieu du XIX^{e} siècle et a permis, conjointement avec les mesures d'assimilation forcée (écoles en vietnamien), d'achever la conquête de la côte orientale de la Péninsule Indochinoise, aux dépens de l'empire cham (*id.* : 237). L'accroissement démographique et la stagnation des techniques agricoles ont contribué à alimenter le flot migratoire vers le Sud (*id.* : 236). Aux XVII^{e} et XVIII^{e} siècles, la progression vers le Sud s'est poursuivie malgré les luttes intestines entre les familles Trinh et Nguyen, respectivement installées au Nord et au Sud. À partir du XVIII^{e} siècle, ce sont les Nguyen qui ont amorcé la conquête agricole et territoriale du delta du Mékong.

Contrairement aux Birmans ou aux Siamois qui ont descendu leurs vallées fluviales respectives, cette progression des Viet vers le Sud a été réalisée à partir d'un delta et par essaimage vers les petites plaines côtières attenantes (figure 1); la région du delta du Mékong, aboutissement méridional de ce cheminement, ne constituait pas pour les Viet un nouvel environnement requérant une adaptation particulière[3]; la riziculture inondée pouvait continuer à être pratiquée dans des conditions similaires. Ainsi, la Nam Tien désigne un processus historique restreint aux basses terres (Hickey, 1982a : 145).

Quant aux marges montagneuses du domaine des Viet de cette époque, ces derniers y auraient exercé une souveraineté sur quelques-uns des groupes ethniques présents, souveraineté qualifiée de libérale par Le Thanh Khoi (1981, entre autres : 40). Au Nord, il semble que toute la couronne des hautes terres soit passée plus officiellement dans le giron de Hue sous le règne de Gia Long, 1802-1820 (Michaud, 1999), mais des liens de vassalité existaient déjà auparavant. Dans la région des Plateaux centraux, il est certain que les Jarai ont payé régulièrement un tribut à Hue aux XVIII^{e} et XIX^{e} siècles, et peut-être même dès le XVI^{e} siècle, mais tout comme pour le Nord, les Viet n'ont jamais établi une administration directe, et encore moins un peuplement, sur place. Pour l'instant, les informations disponibles ne permettent pas de représenter cartographiquement la localisation et l'évolution précises des formations politiques présentes dans ces régions.

COLONISATION AGRICOLE ET CONSTRUCTION TERRITORIALE, 1858-1975

Au cours de la période coloniale, ce qui était alors le Viêt Nam a été divisé en trois entités administratives : la Cochinchine a été constituée en colonie, alors que le Tonkin et l'Annam, tout comme leurs voisins le Laos et le Cambodge, ont formé des protectorats. À cette époque, les transformations dont l'État colonial a été

l'instigateur ont été nombreuses et certaines ont contribué de façon décisive aux mouvements de colonisation agricole qui ont suivi, y compris les plus récents.

Premièrement, l'établissement d'une frontière abornée, de type moderne, a contribué à bloquer, à la frontière nord, « un des courants fondamentaux des migrations humaines dans le Sud-Est asiatique » (Fourniau, 1989 : 89) celui des peuples du plateau de Chine méridionale vers l'Asie du Sud-Est. Au sud et à l'ouest, les frontières avaient toujours été établies « en fonction d'un rapport de force momentané » (Lafont, 1989 : 17), généralement dicté par la vigueur du front pionnier viet. La linéarisation de la frontière avec le Cambodge a changé l'orientation de cette dynamique pionnière, auparavant limitée aux plaines, la dirigeant de plus en plus vers les Plateaux centraux.

Deuxièmement, des mesures sociales ont été imposées par l'État colonial : les programmes de vaccination de la fin du XIX^{e} siècle, par exemple, ont contribué à l'accroissement de la population (Brocheux et Hémery, 1995 : 122 et 247), ce qui a été déterminant pour la colonisation agricole des décennies subséquentes. Troisièmement, ce même État colonial a imposé son hégémonie administrative sur toute la partie orientale de la Péninsule indochinoise, ce qui n'avait été réalisé par personne auparavant. Sur les Plateaux centraux, le contrôle d'un territoire auparavant « insoumis » a permis, enfin, d'y ouvrir des fronts de colonisation nouveaux, souvent aux dépens des populations locales : des concessions ont été accordées aux citoyens français, qui, habitués à la main-d'œuvre viet, n'ont pas hésité à faire venir des ouvriers en provenance des plaines côtières (Condominas, 1971). Pour la première fois, des noyaux de population viet ont ainsi été établis durablement dans cette région[4].

À la fin de la période coloniale, à partir de 1954, le Viêt Nam a été divisé, *de facto*, en deux entités orientées vers des programmes politiques et économiques divergents. Mais si les méthodes économiques différaient, certaines stratégies territoriales sont demeurées semblables. D'un côté comme de l'autre, des actions ont été entreprises pour assurer un meilleur contrôle du territoire. Au Nord, au cours des années 1960, le gouvernement a édifié des Nouvelles zones économiques (NZE) dans la moyenne région entourant le Delta du fleuve Rouge et dans les provinces frontalières (Jones et Fraser, 1982 : 115), tout comme il a imposé la collectivisation des moyens de production agricole. Au Sud, le gouvernement a d'abord défini et appuyé des plans de colonisation agricole pour les quelque 850 000 réfugiés du Nord de 1954-1955, puis à partir de 1958, pour les populations des zones considérées surpeuplées du Centre (Schmid, 1974 : 43). Par la suite, avec le retour de la guerre et de l'insécurité, il a organisé des plans de regroupement de la population, tant chez les Viet que chez les Montagnards, par exemple en créant des hameaux stratégiques en 1962.

Après 1975, le nouvel État, héritier en fait de celui du Nord, a entrepris la reconstruction du pays. La colonisation agricole a été utilisée massivement pour mater les groupes de populations rebelles, désengorger les campagnes du Nord et les villes et villages du Sud, et occuper un territoire convoité également de plus en plus pour ses ressources.

AU CŒUR DE SA GÉOGRAPHIE

LA COLONISATION AGRICOLE AU VIÊT NAM DEPUIS 1975

Avec la fin de la guerre, l'exploitation à grande échelle de la moyenne région et celle des hautes régions montagneuses peut être entreprise.

Nguyen Khac Vien, 1974 : 508

En 1975, la création d'un État unique au Viêt Nam, d'un État moderne, a contribué à relancer à un rythme et avec une ampleur sans précédents les mouvements migratoires viet sur l'ensemble du territoire national[5]. Les territoires marginaux, en particulier ceux des Plateaux centraux de la Cordillère annamitique, ont été considérablement bouleversés par ces mouvements[6].

Parallèlement aux modifications apportées au système foncier, l'État vietnamien a instauré plusieurs programmes dont l'objectif officiel était d'améliorer les conditions de vie des citoyens. Un de ces programmes a eu de très fortes répercussions sur la distribution de la population dans le pays : la création de Nouvelles zones économiques (NZE), requérant principalement la participation des populations pauvres du delta du Fleuve Rouge[7], mais aussi des autres régions du pays.

Ces NZE concernent d'abord et avant tout les Viet, mais pas exclusivement. Créé dans les années 1960, ce programme a été développé après 1975 et étendu à l'ensemble du pays : les flux migratoires ont touché toutes les parties du Viêt Nam, mais les migrations les plus nombreuses se sont effectuées d'une province du Nord vers une province du Sud. Dans la partie méridionale du pays, les provinces des Plateaux centraux (Lam Dong, Dac Lac, Gia Lai-Kontum), les provinces frontalières avec le Cambodge (Tay Ninh, Long An, Song Be), celles du delta du Mékong (Kien Giang, Minh Hai), ainsi que celle de Dong Nai, avaient été désignées comme aires d'accueil (Jones et Fraser, 1982 : 123)[8] (figure 2).

Sur les Plateaux centraux, l'objectif initial, purement stratégique et même militaire, était d'occuper un territoire considéré comme vide, situé tout près des frontières du pays. La planification économique n'aurait réellement débuté qu'après 1990[9]. Le premier critère de sélection des zones d'accueil était alors celui de la facilité : facilité d'accès et de réalisation du projet (Déry, 2000).

Au total, de 1976 à 1992, quelque 4,3 millions de personnes auraient migré vers les NZE (Centre for Population and Human Resources Studies, 1993 : 19)[10]. De cette somme, il faut retrancher un pourcentage important, car les retours ont été nombreux : peut-être 20 % au cours de la période de 1976 à 1980 (*id.* : 22), soit environ 300 000 personnes. En réalité, cette proportion varie fortement selon les zones – de 10 % à 90 % – et reste donc difficile à évaluer avec précision (Desbarats, 1987 : 61-62).

Selon certains témoignages de l'époque, pour plusieurs des migrants les « motivations » à migrer auraient été imposées par le gouvernement. Il semble qu'au début, les NZE aient été pires que des prisons (Doan Van Toai, 1979). « Pour

« décider » quelqu'un à partir pour ces zones, on n'emploie pas la force. On se contente de supprimer la carte de ravitaillement » (*id.* : 267, et aussi : 13, 16-17); [des] « camps de déportation (...) que le nouveau régime a pudiquement baptisés « nouvelles zones économiques » (*id.* : 159); on trouvait aussi des camps de rééducation (Jones et Fraser, 1982 : 120), dans lesquels on aurait trouvé entre 500 000 et 1 million de personnes (Margolin, 1997 : 625).

Ces NZE ne représentaient rien de moins qu'un exil interne[11] ou, du moins, répondaient à un besoin de sécurité interne et externe accru (Desbarats, 1987 : 48), ce qui confirme l'importance stratégique des régions très sensibles où elles ont été implantées (Beresford et Fraser, 1992 : 6; Hardy, 1993 : 17). Cela expliquerait en partie le nombre élevé de migrants, malgré la répugnance traditionnelle des Viet à l'endroit des régions de montagnes et de forêts. Au total, quel qu'ait été le sort final des migrants, le résultat « territorial » a clairement été celui d'une progression constante de l'écoumène démographique, économique, administratif et politique des Viet.

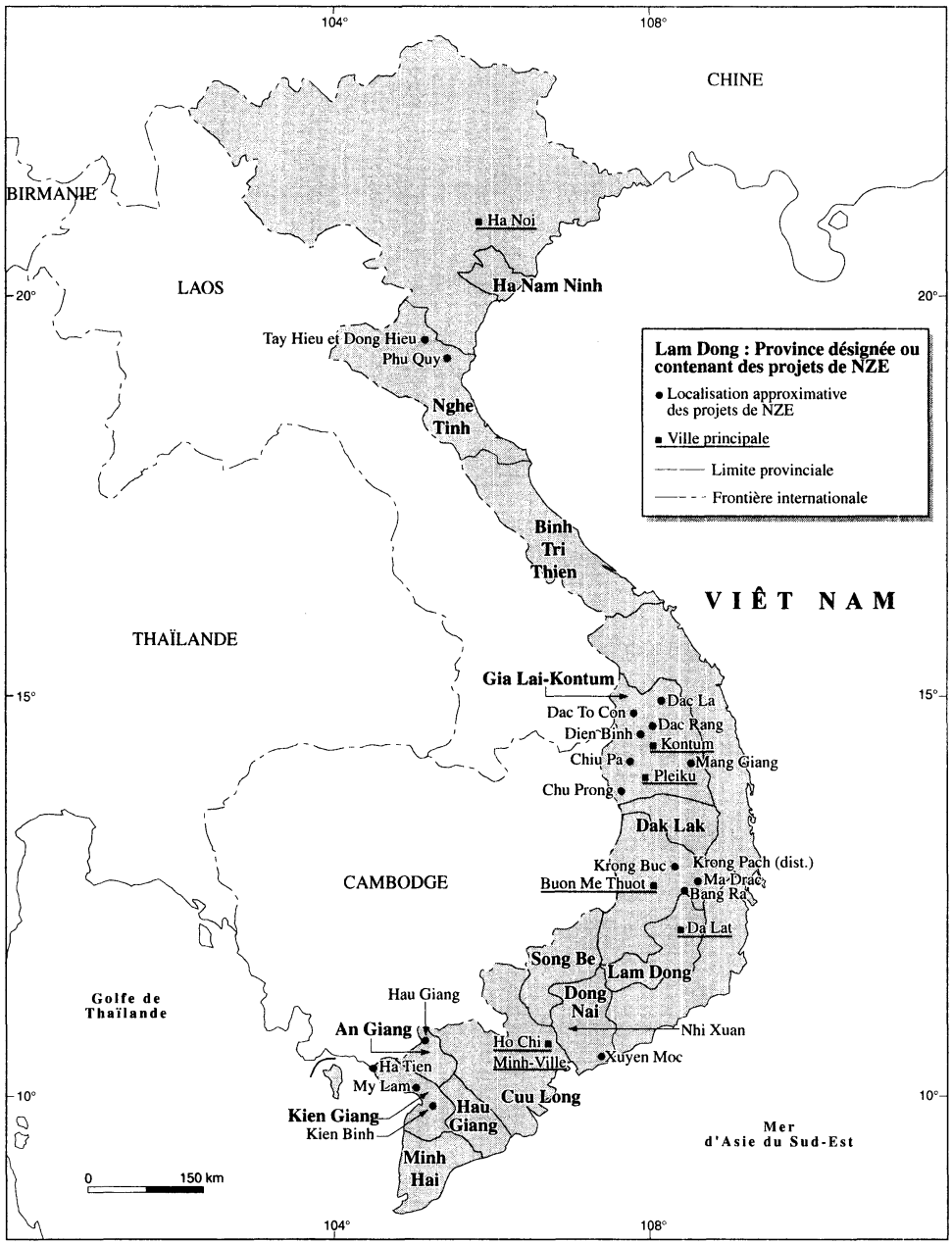
LE CAS DE LA PROVINCE DE LAM DONG

Dans la province de Lam Dong, située dans la partie méridionale des Plateaux centraux (figure 2), la première phase d'implantation des NZE a débuté en 1976 et s'est prolongée jusque vers 1985. À cette époque, les pionniers s'installaient surtout dans les régions basses et développaient essentiellement la production vivrière (riziculture inondée). Les données concernant le nombre de migrants vers cette province varient beaucoup d'une source à l'autre. Hill (1984 : 393) rapporte qu'entre 1976 et 1981, 16 000 personnes auraient migré vers les NZE du Lam Dong. Elles auraient exploité 2528 hectares, dont les deux tiers en rizières et le reste en cultures vivrières. Ses informations demeurent cependant très fragmentaires. Pour leur part, Jones et Fraser semblent affirmer – leur tableau n'est pas clair – que, pour la même période (1976-1981), 119 500 personnes auraient migré vers les NZE du Lam Dong, en provenance majoritairement de Ha Noi, et secondairement de la province de Ha Son Binh (Jones et Fraser, 1982 : 123) ainsi que de celle de Lam Dong même. Ces deux chiffres (celui de Hill et celui de Jones et Fraser) paraissent extrêmes lorsque, ironiquement, les données qui semblent les plus cohérentes sont celles fournies par les vieux annuaires statistiques et les rapports locaux (tableau 1).

Après 1985, la politique agricole a changé et les plantations commerciales ont été davantage encouragées. Ce revirement de situation s'explique en partie par la saturation des zones de bas-fonds facilement accessibles, dont la superficie dans cette région demeure somme toute très limitée, mais aussi par la hausse du prix des produits agricoles industriels comme le café.

Parmi les huit zones désignées pour accueillir des migrants (figure 3), trois étaient situées dans l'actuel district de Lam Ha, où l'auteur a mené des enquêtes en 1996 et 1997 : la NZE de Ha Noi, séparée en deux aires distinctes (Nam Ban et Lan Tranh), et la NZE de Dalat. La NZE de Ha Noi, la plus vaste, a été créée en 1976. Les premiers migrants venaient tous de la ville de Ha Noi, au Nord du pays. Ils se sont d'abord installés dans la région de Nam Ban et, par la suite, dans

Figure 2 Viêt Nam. Les nouvelles zones économiques, 1976-1981



Source : Hill (1984, p. 391).
Note : Les données compilées par Hill ne sont pas exhaustives.

Conception : Steve Déry, 1999.
Infographie : Ludovic Guerpillon, 1999.

la zone dénommée Lan Tranh (sur l'ancien plateau de Cagnes ou de Kany des coloniaux français). Les migrations ont débuté en 1976-1977 avec l'envoi de Jeunes volontaires, venus préparer la NZE (routes, défrichement, etc.). Après 1981, le nombre de migrants se dirigeant vers cette NZE a augmenté sensiblement et il aurait atteint environ 100 personnes par an en moyenne jusqu'en 1989. Par la suite, le mouvement de déplacement de population organisé par l'État s'est encore accéléré : environ 15 000 personnes auraient migré pour les seules années 1991 et 1992 (tableau 1), soit plus de la moitié des migrants arrivés dans l'ensemble de la province. Cela expliquerait en partie la forte croissance de population du district après 1991.

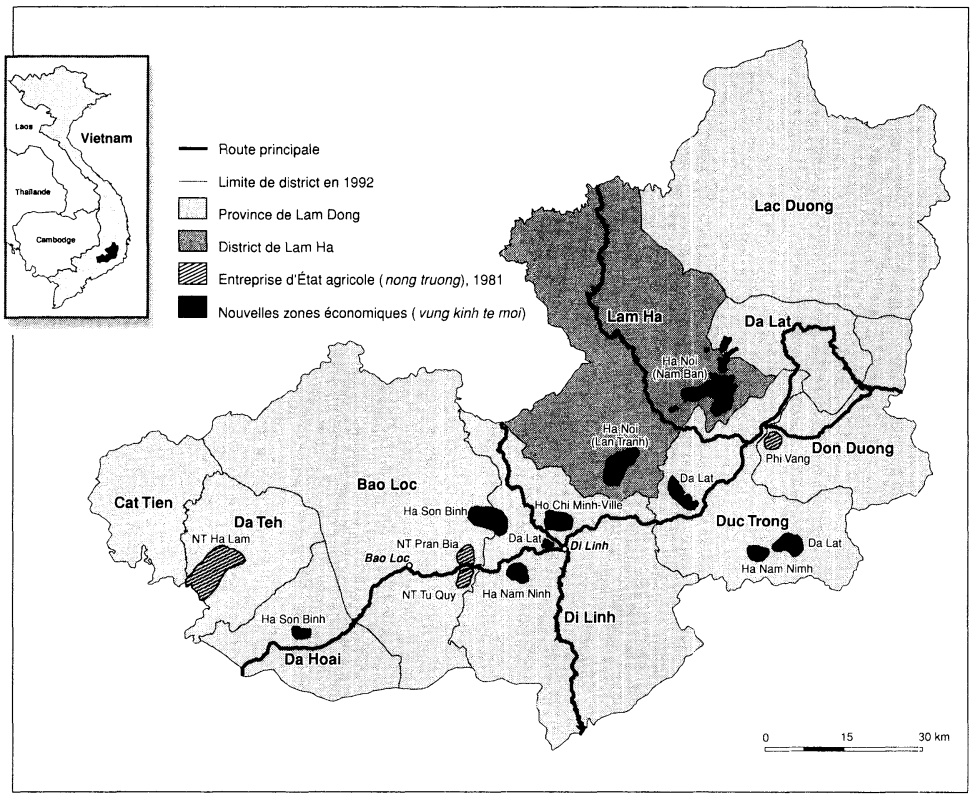
Tableau 1 Lam Dong. Migrations organisées vers les Nouvelles Zones Économiques, 1975-1980 et 1991-1995

Année	Province		En provenance de l'extérieur (total)		TOTAL DES MIGRANTS	
	familles	personnes	familles	personnes	familles	personnes
1976		9 732		11 575		21 307
1977		5 882		12 509		18 391
1978		8 561		10 805		19 366
1979		8 046		4 636		12 682
1980		526		5 492		6 018
total 1976-80		32 747		45 017		77 764

Année	Province		En provenance de l'extérieur				TOTAL DES MIGRANTS	
			organisées		*spontanées*			
	familles	personnes	familles	personnes	familles	personnes	familles	personnes
1990	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	3 654	n.d.	n.d.	n.d.
1991	941	3 385	0 (?)	0 (?)	5 853	25 753	6 794	29 138
1992	412	1 818	215	864	4 843	21 551	5 470	24 233
1993	1 000	4 785	1 150	5 750	4 915	22 117	7 165	32 652
1994	1 041	4 883	1 800	8 488	5 516	27 071	8 357	40 442
1995	627	2 888	120	628	6 763	31 487	7 510	35 003
total 1991-95	4 021	17 759	3 285	15 730	27 890	127 979	35 296	161 468

Sources : 1976-1980 : UBND, tinh Lam Dong (1981 : 121); 1990 : Service de distribution de la main-d'œuvre et de la population, 3.02.1994; 1991-1995 : UBND, tinh Lam Dong (1996 : 9).

Figure 3 Lam Dong. Principales Nouvelles zones économiques et entreprises d'État agricoles, 1976-1996.



Source: Enquêtes de terrain (1996 et 1997).

Conception : Steve Déry, 1999
Infographie : Ludovic Guerpillon, 1999 et Steve Déry, 2001.

Au départ, une commission sise à Ha Noi gérait la NZE. Les migrations se faisaient en groupe : un certain nombre de personnes provenant d'un même district d'une province du Nord s'installaient dans une zone de la région d'accueil et créaient un groupe de travail (*tap doan*), divisé en unités de production (*doi san xuat*). Les *tap doan* sont éventuellement devenus des communes. La gestion se faisait officiellement sous forme de coopérative. Le gouvernement payait les frais de transport et la nourriture et les biens pour six mois, et fournissait en plus une habitation. Ces mesures incitatives ont cependant été graduellement amoindries, puis éliminées. Trois types de personnes ont été envoyés dans les NZE : d'abord des pauvres, souvent sans terre au Nord, généralement volontaires; ensuite des criminels et d'autres personnes désignées par l'État, astreints à migrer; enfin d'autres personnes ou familles qui n'avaient pas « contribué à l'effort de guerre » d'avant 1975 : il s'agissait pour eux d'une sorte de punition ou de contribution[12].

Avec les nouvelles lois foncières des années 1980 et l'adoucissement graduel du régime de propriété, de plus en plus de personnes sont parties de leur propre initiative pour s'installer dans une région pionnière. Ces migrants, qu'on appelle « spontanés », ont des origines et des conditions diverses. Ils suivent souvent un parent parti dans le cadre des NZE; ce sont aussi parfois des militaires démobilisés qui ont fait leur service dans la province de Lam Dong (dans le cadre des affrontements avec le FULRO[13]) et qui, à leur démobilisation, se cherchent une terre, un endroit pour s'installer (De Koninck *et al.*, 1996 : 399). Les colons sont souvent très pauvres, sans terre dans leur province d'origine, plus rarement bien nantis et spéculateurs (Tran et Déry, 1999; voir aussi Hardy, 1998 et 2000).

Selon le comité populaire de la province, de 1990 à 1995, un total de 31 544 familles de migrants spontanés seraient venus s'installer dans la province de Lam Dong, soit entre 120 000 et 150 000 personnes (si l'on compte entre quatre et cinq personnes en moyenne par famille[14]. Ce total représente presque le cinquième de la population provinciale de 1989 (Tran et Déry, 1999 : 218).

Depuis 1987, le nombre de familles migrant spontanément s'est accru presque chaque année[15] (*ibid.*). En calculant que chaque foyer nouvellement arrivé défriche 0,5 hectare – une estimation plus que raisonnable – on peut évaluer au minimum à 16 000 hectares les terres converties pour l'agriculture par les migrants spontanés entre 1990 et 1995, cette action étant menée principalement aux dépens des forêts. Avec la décision récente (1997) du gouvernement vietnamien visant à interdire les migrations spontanées, il sera intéressant de vérifier de quelle façon cette décision a été appliquée concrètement et quelle en aura été l'influence tant sur le développement des régions des Plateaux centraux, comme la province de Lam Dong, que sur celles d'où proviennent les colons (Tran Dac Dan et Déry, 1999 : 218-219). Selon des enquêtes effectuées encore plus récemment, cette interdiction ne semble pas avoir été vraiment efficace[16].

CONCLUSION

Fer de lance de l'expansion politique, outil de redistribution de la population, outil de consolidation de l'administration, la colonisation agricole, au cours de ses pérégrinations vietnamiennes, a représenté un symbole de pouvoir et de domination : domination de la nature, d'abord, par l'endiguement du fleuve Rouge et de son delta, puis le drainage d'une partie du delta du Mékong, et enfin le déboisement des montagnes de la chaîne annamitique; domination et contrôle des populations : d'abord celle des Cham, puis celle des Khmers et, enfin, celle des Montagnards.

Il ne s'agit pas ici de présenter cette évolution, cette trame, comme une destinée manifeste, inéluctable, au contraire[17], mais bien de saisir le sens de cette progression territoriale. Certes, d'une part, l'État n'a pas été le seul responsable du succès des entreprises de colonisation agricole : très souvent, les colons ont été laissés à eux-mêmes, et parfois, seul le caractère débrouillard des migrants leur a permis de survivre. D'autre part, il ne s'agit pas non plus d'accorder à la colonisation agricole, malgré toute la place qu'elle occupe dans l'histoire, tout le crédit des transformations qu'a connues le pays[18].

Depuis qu'ils ont arraché leur indépendance à la Chine, les Viet ont toujours disposé d'un exutoire pour déverser les surplus de population : d'abord vers le Sud, vers les plaines côtières bordant la mer d'Asie du Sud-Est, ensuite vers le delta du Mékong, et même vers le grand lac du Tonle Sap, le cœur du pays khmer. L'arrivée des Français est venue modifier cette dynamique, ou plutôt l'orienter différemment, d'une part en créant des limites rigides là où il n'y avait eu par le passé que des zones tampons et, d'autre part, en favorisant, parfois sans véritable planification, la poursuite et le transfert de ce mouvement vers les montagnes. Le Viêt Nam moderne a hérité de cette situation et l'a graduellement consolidée pour mieux prendre sa place sur l'échiquier régional et mondial. Depuis 1975, la colonisation agricole a constitué un outil privilégié de développement et d'intégration nationale. D'ailleurs, le transfert administratif récent (pour le recensement de 1999) de la province de Lam Dong témoigne sans aucune retenue de l'assimilation presque totale de cette province à l'écoumène viet des plaines. La province qui comptait, très légitimement, non seulement du fait de son caractère montagneux, mais aussi en raison d'une composition ethnique distincte, parmi celles du Tay Nguyen (ou des Plateaux centraux), compte maintenant parmi les provinces du North East South (Dong Nam Bo), aux côtés des provinces et municipalités telles Ba Ria-Vung Tau ou Ho Chi Minh-ville (GSO, 1999)!

Enfin, à l'heure actuelle, les exutoires démographiques d'autrefois sont considérablement restreints, pour ne pas dire inexistants; les décideurs vietnamiens n'ont d'autre choix que de développer des stratégies territoriales – géographiques, pourrait-on dire – qui pourront pérenniser le développement qu'ils se proposent de réaliser dans les prochaines années. Par exemple, un travail important reste à faire pour harmoniser les politiques agricoles expansionnistes et les politiques environnementales et forestières protectionnistes, qui semblent aujourd'hui complètement antagonistes. En fait, la gestion de cette colonisation agricole, et surtout de l'après-colonisation agricole, dont les enjeux sont nombreux (déforestation, érosion, problèmes ethniques ou fonciers), constitue réellement le cœur des défis territoriaux que doit relever le Viêt Nam dès maintenant.

NOTES

1 Cet article résume quelques aspects d'une thèse défendue récemment au département de géographie de l'Université Laval sous le titre *La colonisation agricole au Vietnam*. Mes remerciements vont d'abord aux organismes subventionnaires qui m'ont appuyé dans cette démarche : le Centre Canada-ASEAN, le Fonds FCAR, le Conseil de Recherche en Sciences Humaines du Canada, le Centre de Recherche pour le Développement International (projet *Le défi forestier* au Viêt Nam), ainsi que le département de géographie de l'Université Laval. Mon directeur de thèse, le professeur Rodolphe De Koninck, mérite toute ma gratitude pour l'excellence de ses enseignements au cours de ma formation, en particulier les nombreuses lectures et relectures critiques des différents chapitres qui composent la thèse. Je tiens à remercier les personnes suivantes pour leur contribution : Jacques Bernier, Geoffrey Hainsworth, Yann Roche, Luu Trong Hieu et Tran Dac Dan (ces deux derniers au Viêt Nam), ainsi que tous les étudiants de la Cellule Asie du Sud-Est du département de géographie de l'Université Laval.

2 Vo Quy et Le Thac Can, 1994; Jamieson *et al.*, 1998; De Koninck, 2000; Fortunel, 2000.
3 Les Siamois et les Birmans ne sont certes pas des peuples de montagnes. Il faut cependant reconnaître que les noyaux d'où ils ont essaimé vers les plaines deltaïques étaient situés loin à l'intérieur des terres, Pagan pour les premiers et Sukhothai pour les seconds (voir De Koninck, 1994, à ce sujet). Évidemment, tous ces peuples originent des plateaux méridionaux de la Chine et occupaient des zones, sinon montagneuses, du moins vallonnées, avant de venir s'installer dans les plaines et bassins fluviaux (Fisher, 1966; De Koninck, 1994).
4 Si l'on ne compte pas, bien sûr, les quelques Viet catholiques qui s'étaient établis près de Kontum au début du XIX[e] siècle pour fuir les persécutions (Schmid, 1974 : 44).
5 Sur ce sujet, la littérature récente est prolifique : Jones et Fraser (1982), Hill (1984), Desbarats (1987), Evans (1992), Hardy (1993, 1998 et 2000), De Koninck (1994, 1996 et 1997), Vu Tu Lap et Taillard (1994), Brunet (1995), De Koninck *et al.* (1996), De Koninck et Déry (1997), Roussel et Hoang (1997), Tran et Déry (1999), Déry (2000).
6 Voir plus spécifiquement : Evans (1992), De Koninck *et al.* (1996), De Koninck (1997), Tran et Déry (1999), Déry (2000), Fortunel (2000), Hardy (2000) et Stan (2000).
7 Ce projet n'était pas nouveau; Pierre Gourou évoquait déjà, en 1936, la nécessité de faire émigrer une partie de la population du delta du fleuve Rouge (Gourou, 1936 : 577), comme cela se faisait déjà aux Philippines et dans les Indes néerlandaises (Indonésie) (De Koninck, 1994), ou ailleurs dans le monde (Duby, 1962; Déry, 1996).
8 Il faut noter qu'il s'agit des provinces qu'on trouvait en 1982.
9 Entrevue dans la province de Lam Dong, automne 1996; ici je préserve l'anonymat de mon interlocuteur.
10 Les chiffres disponibles sont assez confus, car ils diffèrent d'un auteur à l'autre. Selon un rapport publié par *The Economist Intelligence Unit* (Fforde et Goldstone, 1995 : 42), entre 1976 et 1990, un total de cinq millions de personnes auraient été impliquées dans les divers programmes (NZE et sédentarisation), dont presque trois millions pour les seules NZE, ce qui se situe largement en deçà des données du CPHRS.
11 Doan Van Toai (1979); Cima (1989 : 111); Fforde et Goldstone (1995 : 42); De Koninck (1996 : 249).
12 Entrevue réalisée par l'auteur avec Nguyen Van Thao, chef-adjoint du district de Lam Ha, 19 septembre 1996.
13 Front Uni de Libération des Races Opprimées, créé en 1964, dans le cadre de la Deuxième Guerre d'Indochine.
14 Les sources de ces données sont les suivantes : Service de distribution de la main-d'œuvre et de la population, document du 3 février 1994 et Comité populaire de la province de Lam Dong, document du 28 août 1996. Voir aussi De Koninck (1997).
15 Il faut mentionner que, parmi les migrants spontanés, on trouvait de nombreux contingents de représentants des Montagnards du Nord, tels les Tay et les Nung.
16 Selon Tran Dac Dan, un doctorant de l'Université Laval qui a fait du terrain dans cette région, au Lam Dong, il est clair que les migrations spontanées ont été réduites, en grande partie en raison d'une occupation déjà avancée du territoire. Ailleurs sur les Plateaux centraux, comme au Dac Lac, les migrations spontanées se poursuivaient toujours en 1998 et 1999 (voir Stan, 2000).
17 D'ailleurs, Regaud (1992 : 38) le rappelle bien, dans le cadre de l'invasion du Cambodge par le Viêt Nam en 1978-1979.
18 Cette position pourrait évidemment être débattue. En fait, elle constituerait une hypothèse de recherche intéressante; car il est possible que ce soit le cas. Pour le moment, il est impossible d'adhérer totalement à cette idée.

BIBLIOGRAPHIE

BERESFORD, Melanie et FRASER, Lyn (1992) Political Economy of the Environment in Vietnam. *Journal of Contemporary Asia*, 22 (1) : 3-19.

BROCHEUX, Pierre et HÉMERY, Daniel (1995) *Indochine. La colonisation ambiguë, 1858-1954*. Paris, La Découverte, 431 p.

BRUNET, Roger, dir. (1995) *Géographie universelle. Asie du Sud-Est, Océanie*. Paris, Belin/Reclus, 480 p.

CENTRE FOR POPULATION AND HUMAN RESOURCES STUDIES (CPHRS) (1993) *State of the ART Report on Spontaneous Migration in Vietnam*. Centre for Population and Human Resources Studies, Project VIE/93/P02.

CIMA, Ronald J., éd. (1989) *Vietnam: A Country Study*. Washington D.C., US G.P.O., Library of Congress, Federal Research division, 386 p.

CONDOMINAS, Georges (1971) Vietnamiens et montagnards du centre et sud-Vietnam. Dans Jean Chesneaux *et al.* (dir.) *Traditions et révolution au Vietnam*. Paris, Anthropos, pp. 135-146.

DE KONINCK, Rodolphe (1994) *L'Asie du Sud-Est*. Paris, Masson, 317 p.

———— The Peasantry as the Territorial Spearhead of the State in Southeast Asia : The Case of Vietnam. *Sojourn. Journal of Social Issues in Southeast Asia*, 11 (2) : 231-258.

———— (1997) *Le recul de la forêt au Vietnam*. Ottawa, Éditions du CRDI, 97 p.

———— (1998) La logique de la déforestation. *Cahiers d'Outre-mer*, 204 (51) : 339-366.

DE KONINCK, Rodolphe *et al.* (1996) Les fronts pionniers du Centre du Vietnam : Évolution démographique et empreinte toponymique. *Annales de géographie*, 105 (590) : 395-412.

DE KONINCK, Rodolphe et DÉRY, Steve (1997) Agricultural Expansion as a Tool of Population Redistribution: Southeast Asian Examples. *Journal of Southeast Asian Studies*, 28 (1) : 1-26.

DÉRY, Steve (1995) *Expansion agricole et déforestation : le modèle sud-est asiatique*. Québec, Université Laval, Département de géographie, mémoire de maîtrise.

———— (1996) Expansion agricole et déforestation : le modèle sud-est asiatique. *Cahiers de Géographie du Québec*, 40 (109) : 29-48.

———— (2000) Agricultural Colonisation in Lam Dong Province, Vietnam. *Asia Pacific Viewpoint*, 41 (1) : 35-49.

DESBARATS, Jacqueline (1987) Population Redistribution in the Socialist Republic of Vietnam. *Population and Development Review*, 13 (1) : 43-76.

DOAN VAN TOAI (1979) *Le Goulag vietnamien*. Paris, Robert Laffont, récit recueilli par Michel Voirol.

DUBY, Georges (1962) *L'économie rurale et la vie des campagnes dans l'occident médiéval (France , Angleterre, Empire, IX^{e}-XV^{e} siècles). Essai de synthèse et perspectives de recherches*. Paris, Aubier.

EVANS, Grant (1992) Internal Colonialism in the Central Highlands of Vietnam. *Sojourn*, 7 (2) : 274-304.

FFORDE, Adam et GOLDSTONE, Anthony (1995) *Vietnam to 2005. Advancing on All Fronts.* London, Economist Intelligence Unit (research report).

FISHER, C.A. (1966) *South-East Asia. A Social, Political and Economic Geography.* London, Methuen, 2e édition.

FORTUNEL, Frédéric (2000) *Le café au Vietnam. De la colonisation à l'essor d'un grand producteur mondial.* Paris, L'Harmattan.

FOURNIAU, Charles (1989) La frontière sino-vietnamienne et le face à face franco-chinois à l'époque de la conquête du Tonkin. Dans P. B. Lafont, dir. *Les frontières du Vietnam. Histoire des frontières de la Péninsule Indochinoise.* Paris, L'Harmattan, pp. 85-103.

GENERAL STATISTICAL OFFICE (1999) *Socio-economic Statistical Data of 61 Provinces and Cities in Vietnam.* Hanoi, Statistical Publishing House.

GOUROU, Pierre (1936) *Les paysans du delta tonkinois.* Paris, Publications de l'École française d'Extrême-Orient, réimpression 1966, (Publications de l'École française d'Extrême-Orient no 26).

———— (1964) *L'Asie.* Paris, Hachette.

HARDY, Andrew (1993) *Politiques et expériences en matière de migration au Vietnam pendant le XXe siècle.* Université de Paris 7 Jussieu, DEA d'histoire.

———— (1998) *A History of Migration to Upland Areas in 20th Century Vietnam.* Canberra, Australian National University (thèse non publiée).

———— (2000) Strategies of Migration to the Central Highlands Since 1975. *Asia Pacific Viewpoint,* 41(1) : .

HENRY, Yves (1932) *L'économie agricole de l'Indochine.*

HICKEY, Gerald C. (1982a) *Sons of the Mountains: Ethnohistory of the Vietnamese Central Highlands to 1954.* New Haven and London, Yale University Press.

———— (1982b) *Free in the Forest: Ethnohistory of the Vietnamese Central Highlands 1954-1976.* New Haven and London, Yale University Press.

HILL, R. (1984) Aspects of Land Development in Vietnam. *Contemporary Southeast Asia* : 389-402.

JAMIESON, Neil J., LE TRONG CUC, RAMBO, A.T. (1998) *The Development Crisis in Vietnam's Mountains.* Honolulu, East-West Centre.

JONES, Gavin W. et FRASER, Stewart E. (1982) Population resettlement policies in Vietnam. Dans G.W, Jones et H.V. Richter, dir. *Population Resettlement Programs in Southeast Asia,* Canberra, Australian National University (Development Studies Centre, monograph no 30), pp. 113-133.

LAFONT, Pierre Bernard, dir. (1989) *Les frontières du Vietnam. Histoire des frontières de la péninsule Indochinoise.* Paris, L'Harmattan.

LE THANH KHOI (1981) *Histoire du Viet-Nam : des origines à 1858.* Paris, Sudestasie.

MARGOLIN, Jean-Louis (1997) Vietnam : les impasses d'un communisme de guerre. Dans Stéphane Courtois *et al.*, dir. *Le livre noir du communisme. Crimes, terreurs, répression,*Paris, Robert Laffont, pp. 617-628.

MICHAUD, Jean (1999) The Montagnards in Northern Vietnam from 1802 to 1975. A Historical Overview From Exogenous Sources. Dans Jean Michaud et J. Ovesen, dir. *Turbulent Times and Enduring Peoples. The Montagnards of Mainland Southeast Asia,* London, Curzon Press.

NGUYEN KHAC VIEN (1974) Le développement agricole en république démocratique du Vietnam. *Études rurales*, (53-56) : 505-512.

———— (1987) *Vietnam, une longue histoire*. Hanoi, Editions en Langues Etrangères.

RÉGAUD, Nicolas (1992) *Le Cambodge dans la tourmente. Le troisième conflit indochinois, 1978-1991*. Paris, L'Harmattan.

ROUSSEL, Aymeric et HOANG HUU CAI (1997) Expansion et développement agricoles : le cas de la province Dông Nai. *Cahiers Agricultures/Agriculture et Développement*, (6/15) : 463-472/145-154.

SCHMID, M. (1974) *Végétation du Viêt Nam. Le massif sud-annamitique et les régions limitrophes*. Paris, ORSTOM, (Mémoires ORSTOM n° 4).

STAN TAN BOON HWEE (2000) Coffee Networks on a Pioneer Frontier in the Central Highlands of Vietnam: Traversing the Extremes. *Asia Pacific Viewpoint*, 41 (1) : .

TRAN DAC DAN et DÉRY, Steve (1999) La migration spontanée vers les Hauts plateaux du Centre du Viêt Nam : un défi pour le développement durable. Dans Rodolphe De Koninck *et al.*, dir., *Identités, territoire environnement en Asie du Sud-Est/Identities, Territory and Environment in Southeast Asia*, Québec, GÉRAC, Institut des hautes études internationales, (Documents du GÉRAC, n° 13), pp. 211-222.

UBND, Lam Dong (1981) *So lieu thong ke tinh Lam Dong 1976-1980*. Da Lat, Chi Cuc Thong Ke Tinh Lam Dong (Bureau de recensement de la province de Lam Dong).

———— (1996) *So lieu thong ke tinh Lam Dong 1991-1995*. Da Lat, Chi Cuc Thong Ke Tinh Lam Dong (Bureau de recensement de la province de Lam Dong), 75 p.

VO QUY et LE THAC CAN (1994) Conservation of Forest Resources and the Greater Biodiversity of Vietnam. *Asian Journal of Environmental Management*, 2(2) : 55-59.

VU TU LAP et TAILLARD, Christian (1994) *Atlas du Viêt Nam/Atlat Viêt Nam/An Atlas of Vietnam*. Paris, Reclus/La Documentation française.